

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1830 - 2 décembre 1993 - 4 F

D 1830 HAÏTI: DIVERGENCES ENTRE LA MAISON-BLANCHE ET LE PENTAGONE

Les événements qui ont précédé le 30 octobre 1993, marqué par le non retour du président Aristide (cf. DIAL D 1825), montrent clairement l'existence de deux stratégies divergentes aux Etats-Unis par rapport à Haïti: celle du gouvernement Clinton, ordonnée au retour de l'Etat de droit, d'une part; celle du Pentagone et de certaines agences nord-américaines (telle la CIA), tendant à la neutralisation du président Aristide et à son élimination du jeu politique, d'autre part. Deux épisodes ont illustré la seconde stratégie: le non débarquement à Port-au-Prince, le 12 octobre, d'une force militaire nord-américaine agissant dans le cadre de la mission des Nations unies en Haïti (MINUHA); et, le 13 octobre, la révélation aux Etats-Unis du rôle de la CIA dans les campagnes internationales de dénigrement du président Aristide. L'analyse des événements présentée ci-dessous est tirée de **Haïti en marche** du 10-16 novembre 1993.

Note DIAL

RETOUR A LA CASE DÉPART?

par Jean Delille

Le principal acquis des accords de Governor's Island était, enfin, la date butoir, la fameuse *deadline* que l'administration Bush s'était toujours refusée à donner, entraînant l'Organisation des États américains (OEA) dans la faillite. Le non retour du président Aristide est d'abord une immense frustration en Haïti dont nous ne savons pas encore les conséquences et un fameux camouflet pour la communauté internationale. Cette dernière - et en particulier le Canada, le Venezuela, la France et par elle l'Europe de Maastrich qui souhaite mettre sur pied une politique étrangère commune - doit absolument évaluer cet échec et tirer les leçons de ces deux ans de pourrissement, de dilatoire. Deux ans perdus grâce à la stratégie américaine tour à tour active dans la pratique de l'ambiguïté dilatoire, puis impuissante depuis l'élection de Bill Clinton. Décidément Haïti joue le rôle de révélateur, fixant l'image du pouvoir réel au-delà des paroles ou des décisions officielles.

Au plan de la communauté internationale, il est clair que le nouvel ordre démocratique est un leurre. Il est officiellement mis en place par l'ONU qui devient une pure façade pour l'action des U.S.A. La bonne vieille couverture internationale: on se souvient que des soldats jamaïcains avaient fait, en 1983, avec les marines U.S. la force d'intervention internationale de la Grenade¹. M.Boutros-Ghali est réduit au rôle de Jamaïcain de service. Dans le fond, la communauté internationale veut-elle cette réalisation démocratique qu'elle appelle de tous ses vœux... dans ses discours? Elle ne le veut que pour les pays dont elle a eu anciennement peur, l'ex-URSS et la

¹ Le 25 octobre 1983, l'intervention armée des Etats-Unis dans l'île de Grenade était officiellement justifiée par la protection des ressortissants nord-américains suite à un coup d'Etat. En réalité, le gouvernement Reagan testait les réactions cubaines (les Cubains agrandissaient l'aéroport du pays) et, par ricochet, soviétiques en vue d'une éventuelle intervention militaire au Nicaragua sandiniste (NdE).

Chine. Elle ne le veut que pour asseoir sa domination économique et ses empires culturels comme on le voit dans les négociations de l'Uruguay round. Et le reste, les pays pauvres n'ont qu'à régler leurs affaires. Évidemment Haïti n'est pas le Koweït!

Le voudrait-elle qu'elle ne s'en donne pas les moyens. L'ONU n'a par elle-même pas les moyens de réaliser le beau programme de M. Boutros-Ghali qui parle de devoir de paix, de droit d'ingérence humanitaire. L'ONU n'est pas assez indépendante des USA, comme je l'avais espéré, en demandant que le dossier Haïti soit enlevé à une OEA rendue impuissante par M. Bush. Et si l'on a pu y croire un moment, le 30 octobre les illusions s'écroulent. L'accord de Governor's Island révèle sa faiblesse: avoir laissé le pouvoir militaire dominer la transition jusqu'au bout. Auréolé de sa pseudo-flexibilité, le général Cédras a pu tout garder sans aucune concession. Le pouvoir légitime du gouvernement Malval n'est rien à ses yeux puisqu'il n'a pas le pouvoir réel. Or ce pouvoir réel sait par un habillage adéquat tirer les ficelles pour faire capoter tous les projets. L'un des défis de la démocratie aujourd'hui est bien que les néo-dictateurs peuvent utiliser le langage et même les institutions de la démocratie pour asseoir leur dictature. Ainsi l'utilisation du Parlement et de la Cour de cassation par le général Cédras. il suffit de quelques mitraillettes pour avoir le pouvoir et l'argent. Démonstration faite en Haïti.

Devant ce cas flagrant, l'ONU, les pays garants (France, Canada, Venezuela), bref le reste de la communauté internationale peuvent-ils dénoncer la faillite des USA comme gendarmes "démocratiques" du monde? Le Harlan County² était-il en mission U.S. ou en mission ONU? Qui devait en décider? En se démarquant unilatéralement, les USA se sont désignés comme les principaux responsables de la crise. Car le noeud gordien n'est pas, comme on s'en doute, la loi d'amnistie mais bien la complexité du pouvoir américain. Le Pentagone et la CIA avouent sur le cas haïtien - mais on le savait amplement au Nicaragua, au Salvador, en Angola, en Afrique du Sud, autant de pays où la force a lamentablement échoué au prix de milliers de vies humaines et de la destruction des peuples et des cultures; effroyable échec imputable à ceux qui s'acharnent sur Haïti - faire la politique la plus antidémocratique qui soit, la politique de la force au mépris du droit, des élections, de la Constitution. La vieille politique de soutien aux élites riches appuyées par des armées locales à la dévotion du Pentagone et formée à Fort Benning. Politique d'autant plus dangereuse qu'elle n'est sanctionnée par personne, pendant que les responsables apparents, élus, sont responsables devant la presse, devant les électeurs. Qui sera sanctionné pour l'effroyable échec de la politique américaine en Amérique centrale, en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Afrique? L'échec est pourtant aussi patent que le Vietnam en terme de destruction des peuples. Haïti en 1993 révèle la continuité de la politique de violence inaugurée il y a vingt ans au Chili: empêcher par tous les moyens la démocratie participative.

Et pourtant, malgré ce constat aussi évident que terrible, la communauté internationale ne dit rien, elle suit comme un vulgaire caniche, pire elle cautionne les agissements tortueux et antidémocratiques pourtant mis au grand jour de leur chef de file. Une fois de plus, la communauté internationale a-t-elle le droit de laisser au Pentagone tout pouvoir pour professionnaliser l'armée haïtienne qu'il a façonnée jusqu'à aujourd'hui et encouragée à éliminer la démocratie?

On savait le Venezuela en situation intérieure difficile³ -mais c'est une leçon de démocratie- et le Canada en pleine élection. Restait la France qui s'aligne sans sourciller. M. Alain Rouquié est dépêché pour répéter le discours de Washington en faillite: faites confiance à la communauté internationale! Le président Aristide est en exil jusqu'en 1995 s'il le faut, la communauté aura tout fait, donnez-lui du temps. Incroyable paresse de la pensée politique et diplomatique. Démission devant le fort dont la force vient des armes et non pas des principes ou des réalisations humanitaires. Wall Street et le Pentagone - et non pas la Maison-Blanche et le Capitole - font plier les genoux du monde entier. Voilà le rêve américain.

Alors retour à la case départ? Tout le monde derrière des USA manipulateurs? Pas tout à fait. Car si Haïti sert de révélateur aux contradictions U.S., M. Clinton et avec lui le pouvoir

² Nom du bateau nord-américain qui transportait le premier contingent militaire de la MINUHA et "officiellement " empêché d'accoster le 12 octobre 1993 par des manifestants (NdE).

³ Avec la destitution du président de la République. Cf. DIAL D 1816 (NdE).

politique peut avoir besoin de la restauration de la démocratie en Haïti pour prendre le pouvoir réel. En effet, le débat du Congrès suscité par Bob Dole et Jesse Helms révèle qu'une partie influente du Parti républicain n'est que la branche politique d'un pouvoir concentré au Pentagone et à la CIA. Comme l'IRA en Irlande du Nord a une branche politique et une branche terroriste armée. Or c'est bien le Pentagone et la CIA qui mettent le bâton dans les roues du pouvoir démocrate élu avec M. Clinton. Qui continue de soutenir l'UNITA de Jonas Savimbi ou les réactionnaires nationalistes d'Afrique du Sud contre la volonté politique et diplomatique de M. Clinton? Qui a traité - et de pitoyable manière - le dossier somalien ouvert par M. Bush comme opération électorale de prestige? Qui a obligé M. Clinton à faire tirer des missiles sur Bagdad, au risque de compromettre les négociations au Moyen Orient sinon un rapport de la CIA sur un attentat (?) prévu contre M. Bush au Koweït? La liste est trop longue, trop fastidieuse. Depuis que l'establishment a préféré l'image dynamique de M. Clinton à la vieillesse austère de M. Bush, celui-ci n'a eu de cesse de créer des contre-pouvoirs, de semer des embûches pour faire échouer M. Clinton et reprendre le pouvoir dans quatre ans. Comme pour le président Carter empêtré dans des affaires complexes de politique étrangère (l'Iran des ayatolla, Cuba avec l'affaire Mariel...). Le président Clinton et les démocrates se laisseront-ils prendre au piège? Sauront-ils désamorcer la bombe à retardement qu'est le coup d'Etat haïtien? Mieux, le président Clinton et la presse libre sauront-ils profiter des erreurs du Pentagone, de la CIA et de l'administration Bush pour dénoncer ce contre-pouvoir de coulisses qui n'a cessé de faire passer M. Clinton comme une girouette sans consistance? Ainsi les rapports sur le rôle de l'armée d'Haïti dans le trafic de drogue et les documents falsifiés et excessifs de la CIA sur le président Aristide et sur la situation politique actuelle sont l'occasion rêvée d'avoir une enquête journalistique. Le rôle de l'ambassade U.S. largement dominée par les hommes de la CIA ces dernières années pourrait être dévoilé. Il est possible que les républicains soient mis en lumière par un Haïtigate à l'égal du Watergate (Nixon) et de l'Irangate et de l'argent des "contras" (Reagan).

Et en Haïti, retour à la case départ? Pouvoir réel militaire arc-bouté sur une répression qui a repris de plus belle et sur un nationalisme renforcé par l'embargo? Après les événements de Port-au-Prince, à la mi-octobre, la répression s'est largement déployée en province. Le FRAPH⁴ à l'échelon local, révèle son vrai visage qui ne trompe que les journalistes désœuvrés de Port-au-Prince où rien ne se passe depuis une semaine. En province l'armée explique ingénument que le FRAPH est un parti politique duvaliériste qui va organiser les élections et présenter des candidats. En même temps, la nuit et parfois le jour, les militants du FRAPH couverts par des policiers ruraux ou par des soldats en uniforme font la chasse aux lavalassiens. Telle est l'ambiguïté des groupes d'extrême droite ou de fondamentalistes islamiques et autres qui veulent se servir des moyens démocratiques pour imposer une dictature. Les Duvalier ont clairement montré quelle "démocratie" ils ont installée en Haïti. On revient donc à la répression, à la vie chère, à un Parlement manipulable à merci, à l'absence de justice - on me rapporte qu'un juge a donné l'ordre écrit à deux policiers quasi analphabètes non pas d'arrêter mais de tuer un jeune lavalassien -, à la rhétorique de l'embargo par les milieux ecclésiastiques putschistes. Retour à la case départ sauf l'existence du gouvernement Malval. Mais que vaut-il mieux: un gouvernement fasciste appuyé sur une armée répressive, c'est-à-dire la vraie réalité, ou un gouvernement légitime impuissant, pure fiction nécessaire à la communauté internationale? M. Malval peut, en fixant la date de sa démission, créer une nouvelle *deadline* s'il voit que les USA et la communauté internationale restent volontairement impuissants devant les dilatoires du général Cédras. Si c'est un pouvoir Cédras-François sous couvert d'un gouvernement civil néo-duvaliériste que tolère la communauté internationale comme nouvel ordre international, alors soit. Il faudra trouver d'autres moyens de lutte.

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F - Avion Am. lat. 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

⁴ Front révolutionnaire pour l'avancement et le progrès d'Haïti, parti néoduvaliériste (NdE).